



Bercy sera-t-il enfin prêt à dialoguer ?

Après le faux départ du 30 novembre, le ministère a réuni les fédérations des Finances le 7 décembre.

Le coordinateur de la fusion (M. PARINI) et le directeur de cabinet du ministre se sont engagés :

- à préparer un cycle de réunions sur la base de documents précisant les orientations du ministre
- à réunir les fédérations à partir du 14 janvier sur l'ensemble des thèmes (missions, moyens, carrières, qualifs et rémunération, filières et passerelles, emplois et conditions de travail) initialement définis
- le ministre rencontrera ensuite fin janvier – début février les organisations.

Les réunions annoncées par Bercy jusqu'au 21 décembre sont donc reportées jusqu'à ce que le ministère soit prêt.

Des pistes et des options

Les organisations syndicales devraient donc disposer notamment :

- d'une présentation des missions au sein de la future direction fusionnée,
- d'un organigramme de l'organisation de la nouvelle centrale et des principes déclinés sur les directions locales,
- d'un état des lieux de l'indemnitaire et des plans actuels de qualifications.

Des points spécifiques évoqués par les organisations syndicales trouveront leur place dans les trois journées de discussions envisagées, dont le « guichet unique » mais aussi l'informatique, les règles de gestion (mutations) et les « règles de vie au travail » (ARTT, horaires variables...), les conditions de travail, la formation,....

Le SNUI et SUD TRESOR ont rappelé leurs exigences du 30 novembre, et l'obligation pour le ministre d'apporter des réponses claires aux attentes des agents.

Des sujets concrets et urgents.

Pour l'administration, l'organigramme de la nouvelle Direction Nationale devrait être publié au début du second trimestre 2008, il y a urgence et nécessité à avancer concrètement !

Les fédérations des finances ont de façon convergente rappelé la nécessité pour le ministère d'ouvrir un véritable dialogue social prenant en compte les préoccupations des agents.

Pour le SNUI et SUD Trésor, le ministre doit replacer les agents et leurs revendications au centre de ses décisions !

Le 7 décembre 2007